



Assemblée générale

Distr.: Limitée
20 janvier 2003

Français
Original: Anglais

**Comité spécial chargé de négocier
une Convention contre la corruption**
Quatrième session
Vienne, 13-24 janvier 2003
Point 3 de l'ordre du jour
**Examen du projet de Convention des Nations Unies
contre la corruption, l'accent étant mis en particulier
sur les articles 2 (définitions restantes), 3, 4, 20, 30, 32 à 39
et 40 à 85**

Propositions et contributions reçues des gouvernements

Allemagne: Proposition de nouvel article

L'Allemagne propose d'ajouter le nouvel article ci-après à la fin du chapitre VI:

*“Article [...]”
Échange d'informations personnelles*

La collecte et l'utilisation de données personnelles en vertu de la présente Convention sont soumises aux dispositions suivantes compte tenu du droit interne de chaque État Partie:

a) L'autorité réceptrice d'un État Partie utilise les données uniquement aux fins spécifiées dans la présente Convention et sous réserve des conditions déterminées par l'autorité expéditrice d'un autre État Partie. En outre, les données peuvent être utilisées pour prévenir des infractions pénales de portée considérable et poursuivre leurs auteurs, ainsi que pour écarter un danger substantiel pour la sécurité publique. Les données ne pas retransmises aux États non parties à la présente Convention;

b) Sur demande, l'autorité réceptrice d'un État Partie informe l'autorité expéditrice de l'autre Partie de l'utilisation qui est faite des données transmises et des résultats qu'elles ont permis d'obtenir. Lorsque les données sont utilisées conformément à l'alinéa a) du présent article, ces informations sont fournies immédiatement et sans demande préalable. L'autorité expéditrice



et l'autorité réceptrice conservent une trace de la transmission et de la réception des données personnelles;

c) L'autorité expéditrice et l'autorité réceptrice des États Parties concernés veillent à l'exactitude des données et à assurer leur sécurité. Lors de la collecte et de l'utilisation des données, elles sont liées par les principes de la pertinence et du raisonnable et se conforment à toutes dispositions du droit interne interdisant la transmission, et tiennent dûment compte de tous intérêts de la personne concernée qu'il peut être nécessaire de protéger. Les données inexacts ou les données qui n'auraient pas dû être recueillies ou traitées, ou les données qui ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles ont été transmises sont rectifiées ou supprimées immédiatement. Lors de la transmission des données, l'autorité expéditrice indique les délais spécifiés dans son droit interne au terme desquels ces données doivent être supprimées;

d) Sur demande, la personne concernée est avisée que des données sont détenues à son sujet ainsi que du but dans lequel il est prévu de les utiliser. Elle a le droit de demander la suppression des données inexacts ou des données qui n'auraient pas dû être collectées ou utilisées. Le droit interne de l'État Partie sur le territoire duquel les informations sont demandées régit le droit à l'information et à la suppression des données. Des informations peuvent être refusées si l'intérêt de l'État de ne pas les fournir l'emporte sur l'intérêt de la personne qui les demande."
